

## BURUNDI

# Le régime voudrait extraditer ses opposants

**Les autorités rwandaises auraient réclamé l'extradition d'une quarantaine d'opposants au régime de Pierre Nkurunziza, notamment auprès de la Belgique.**

Les autorités burundaises ont émis une quarantaine de mandats d'arrêt internationaux contre des opposants, responsables de la société civile, frondeurs du parti au pouvoir et militaires hostiles au troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, dont une douzaine de personnes réfugiées en Belgique, ont rapporté samedi Radio France Internationale (RFI) et le magazine *Iwacu*.

Ces demandes d'extradition ont été émises par le procureur général de la République burundaise. Elles visent au moins douze personnes vivant en Belgique, une aux Pays-Bas et neuf au Rwanda, a précisé l'hebdomadaire *Iwacu* sur son site internet.

RFI affirme avoir obtenu copie des courriers adressés par le procureur général de la République le 12 octobre dernier au ministre burundais de la Justice. D'autres sources officielles citées par le média burundais assurent même qu'au total plus d'une vingtaine de demandes ont été adressées au seul Rwanda, où de nombreux Burundais se sont réfugiés pour fuir la répression née en avril de l'annonce d'une candidature à un troisième mandat – contesté – du président Nkurunziza, finalement réélu à la mi-juillet.

## L'opposition ciblée

Selon *Iwacu*, sur ces listes figurent, outre des officiers présumés putschistes ou rebelles, des membres du Conseil national pour le Respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la Réconciliation au Burundi et de l'État de droit (Cnared, la plateforme opposée au troisième mandat de M. Nkurunziza, avec des figures de la société civile comme Pacifique Ninahazwe ou encore

Chauvineau Mugwengezo de l'Union pour la paix et la démocratie (UPD), un parti d'opposition.

Sont également visés des frondeurs comme l'ex-président du parti présidentiel Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), Hussein Radjabu, l'ancien vice-président de la République Gervais Ruyikiri et l'ex-président de l'Assemblée nationale Pie Ntavyohanyuma. Ces deux caciques du régime, opposés à un troisième mandat de M. Nkurunziza, avaient fait défection à grand bruit juste avant les élections et se sont exilés en Belgique fin juin.

Selon *Iwacu*, la Belgique affirme ne jamais avoir reçu ces demandes d'extraditions.

La ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, s'est, selon l'hebdomadaire, contentée de rappeler avec ironie que Kigali avait demandé à Bujumbura il y a quelques années de signer un accord d'extradition, une demande restée lettre morte. ■

## Bruxelles n'a « rien reçu »

La Belgique n'a reçu aucun mandat d'arrêt international prétendument émis par les autorités burundaises à l'encontre d'opposants, responsables de la société civile, frondeurs du

parti au pouvoir et militaires hostiles au troisième mandat du président Pierre Nkurunziza réfugiés en Belgique, a indiqué dimanche le ministère des Affaires étrangères.

« Nous n'avons reçu par les canaux diplomatiques (NDLR : utilisés dans de tels cas) aucune demande d'extradition », a déclaré un porte-parole du Service public fédéral (SPF) Affaires étrangères. ■